

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

jeunes.npa2009.org

#41
FEVRIER
2015

1€

CONTRE

L'UNION NATIONALE



COMBATTONS LE GOUVERNEMENT !

ZOOM SUR

SYRIZA au pouvoir

P.3

DOSSIER

Union nationale: racisme, répression... P.4-5



★ **Édito** ★

Après l'attaque ignoble de Charlie Hebdo, c'est 4 millions de personnes qui sont descendus dans la rue. Mais le gouvernement a réussi par une habile pirouette à en faire une Union Nationale pour justifier sa politique. Le gouvernement a défilé avec des dictateurs, des assassins, des responsables qui bafouent les droits démocratiques...au nom de la liberté d'expression.

Déjà qu'il n'a que faire de cette liberté en interdisant les manifestations en solidarité avec la Palestine, en tuant un jeune manifestant, en réprimant le mouvement social...Celui-ci prépare d'ores et déjà son offensive contre les jeunes et les travailleurs.

La casse des budgets des universités, la casse du droit du travail avec la Loi Macron et l'accélération de la mise en place de l'accord national interprofessionnel montre bien que le gouvernement est déterminé à briser notre avenir. Face à ça, il voit bien que cela ne passera pas alors il profite de l'attentat contre Charlie Hebdo pour passer des mesures répressives contre ce qui voudrait en finir avec cette société. Fichage et suivi des jeunes « radicalisés », cours de moral et d'ordre républicain dans les lycées... Autant de moyen pour faire taire la contestation contre ce système.

Pour mieux s'en sortir, il veut aussi mener une guerre intérieure contre les musulmans. Aujourd'hui on nous dépeint le parcours de terroriste comme étant des jeunes de quartiers populaires, fumant des joints et écoutant du Rap...Autant d'amalgame qui se font sous la phrase : « il ne faut pas faire d'amalgame ».

La solution ne viendra pas d'une union nationale, ni même du gouvernement. Face à cette situation pour s'offrir un avenir c'est la mobilisation qui est la seule solution, créer l'unité des jeunes et des travailleurs peu importe leur origine ou leur confession, pour mettre un coup d'arrêt à cette politique raciste, répressive et antisocial ; pour en finir avec le capitalisme !

Pour que 2015, soit meilleur que 2014 : luttons contre ce gouvernement, contre le capitalisme, contre le racisme !

Défendre le droit à l'avortement: s'opposer à la politique du gouvernement

Le 17 janvier 2015 se déroulait une manifestation pour les 40 ans du droit à l'avortement. Un droit qui a été acquis par la lutte, qui a abouti par son adoption en 1975 après des procès, des condamnations des milliers de femmes victimes de l'inexistence de ce droit.

Le droit à l'avortement, le droit à disposer de son corps.

Pendant des années, ce droit n'était pas reconnu l'objectif de l'Etat et de l'Eglise était d'avoir le contrôle sur le corps des femmes, qu'elles ne décident pas par elle-même si elles voulaient oui ou non avoir un enfant, les femmes ne devaient pas pouvoir choisir. Mais les luttes des années 70 après mai 68 a réussi à imposer le droit à l'avortement.

Un droit qui n'existe pas partout !

Ce droit n'en est pas un pour toutes les femmes partout dans le monde. Contrairement à ce que veulent nous faire croire les capitalistes, pas besoin d'aller chercher bien loin pour trouver un pays qui bafoue ce droit. En octobre 2013, cela entraînait la mort d'une femme dont l'avortement avait été refusé malgré le fait que le fœtus était déclaré mort...Aujourd'hui, il faut un avis d'un médecin et de deux psychologues et prouver qu'il y a un risque réel de mort en cas de grossesse. Autant dire que cela réduit le destin des femmes à des médecins, généralement des hommes, qui devront décider pour elle : aucun libre choix !

Un droit remis en cause en France

Malgré toutes les déclarations du gouvernement sur sa volonté de défendre ce droit, la réalité est tout autre. Les coupes budgétaires dans le service hospitalier ont entraîné la fermeture de plus de 120 centres IVG partout en France. Le délai de 12 semaines est toujours trop court au vu du peu de service et d'une attente toujours plus longue... Ce qui pousse les femmes à partir à l'étranger en déboursant plusieurs milliers d'euros, ce qui n'est bien entendu pas accessible pour toutes !

Pour défendre le droit à l'IVG, il faut en finir avec l'austérité, imposer une augmentation du délai pour l'intervention et que dans chaque hôpital il y ait des centres IVG, que cela soit un acte anonyme accessible à toutes peu importe son âge, sa nationalité, sans aucun contrôle des parents, du conjoint, du mari, des frères....



★ **Loi Macron: une loi faite par un millionnaire pour les grands patrons**

Emmanuel Macron est le ministre de l'économie du gouvernement de François Hollande, autrement dit, le chef d'orchestre de la casse du droit du travail. Il est l'incarnation parfaite de ce que Manuel Valls appelle lui-même, le caractère « pro business » du gouvernement. Il est notamment connu pour avoir travaillé pendant plusieurs années au sein de la banque Rothschild et pour avoir encaissé quelques millions d'euros de cadeaux d'indemnisation au départ de son ancienne boîte ! Un millionnaire pour décider du sort des millions de travailleurs exploités de ce pays... On ne pouvait pas s'attendre à mieux de la part de ce gouvernement ! Car après l'accord national interprofessionnel (ANI), voté en 2012, qui permet aux entreprises d'augmenter le temps de travail, de baisser les salaires, d'imposer des mutations et de licencier sans aucune forme de procès, le gouvernement juge ne pas avoir été encore assez loin dans la mise en place de la politique du patronat et se prépare à présenter une nouvelle loi à l'assemblée nationale pour porter un coup fatidique au code du travail et passer un nouveau cap dans la destruction de nos acquis sociaux.

Travail le dimanche : baisser les salaires et détruire nos acquis sociaux

La loi Macron prévoit notamment la généralisation du travail du dimanche. Il s'agit de remettre en cause un acquis important des travailleurs, le droit à un jour de repos, à un jour pour soi, sans patron sur le dos. Jusqu'alors le travail du dimanche était dérogatoire et entraînait donc le droit à des compensations financières, aujourd'hui il sera généralisable et donc imposable à tous les salariés. Bien entendu, ils veulent nous faire croire que c'est le volontariat qui dominera, mais qui pourra dire non au risque de se faire virer ? Pour le travail « en soirée », même logique. Au bout du bout, c'est toujours la même rengaine : s'attaquer aux salaires et aux conditions de travail des salariés !

Plus que jamais : le patron fait la loi !

Le deuxième versant de la loi, moins médiatisé, n'est pourtant pas le moins problématique. En effet, au travail dominical vient s'ajouter une véritable refonte du droit du

travail avec notamment une remise en cause importante du tribunal des Prud'hommes et donc de la possibilité des salariés de saisir une instance judiciaire autonome pour défendre leurs droits. Mais ce n'est pas le pire, au bout du bout, la loi met en place de nouvelles réglementations qui vont encore un peu plus faciliter la vie aux patrons pour pouvoir licencier à tout va. En effet, la loi prévoit un allègement de la procédure des PSE (plan sauvegarde emploi, jolie formule pour signifier plan de licenciements collectifs), les patrons ne seront plus obligés de consulter les instances administratives des entreprises et notamment les comités centraux de celles-ci pour lancer des procédures massives de licenciements.

Face à ces attaques sans précédent contre les droits des travailleurs, contre leurs acquis sociaux et leurs conditions de travail, seule la mobilisation de tous les secteurs permettra d'inverser la donne contre ce gouvernement du patronat, seule la lutte dans la rue et dans la grève permettra d'enrayer cette machine infernale.



1%

Le capitalisme en quelques chiffres :

L'année commence déjà fort pour les capitalistes, 1% des plus riches possèdent la moitié des richesses. Les 80 personnes les plus riches possèdent plus que 3,5 milliards de personnes quand 80% de la population se contente de 5,5% des richesses mondiales.

Comme quoi avec la crise, les capitalistes se portent bien, pas besoin de leur souhaiter quoi que ce soit à part leur défaite et pour nous la possibilité de mettre en place une société équitable qui permet le partage des richesses entre toutes et tous !

En 2015, souhaitons la bonne année aux luttes et une mauvaise année au capitalisme !

SYRIZA AU POUVOIR :

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES JEUNES ET LES TRAVAILLEURS GRECS?

La Grèce a constitué un véritable laboratoire pour les capitalistes et les gouvernements européens pour imposer les premières mesures d'austérité et faire payer la crise aux travailleurs. Plusieurs plans d'ajustement structurel ont été mis en place, afin de « sauver la Grèce de la banqueroute ». Ces soi-disant plans d'aide étaient en réalité des prêts de plusieurs milliards d'euros des différentes banques européennes à l'Etat grec, prêts réalisés avec des taux d'intérêts extrêmement élevés... que l'Etat grec doit aujourd'hui rembourser. Et une fois n'est pas coutume : ce sont les travailleurs et les classes populaires de Grèce qui payent l'addition !

Les conséquences du remboursement de la dette sont d'une violence sans précédent : baisse de salaire de 7 à 55% dans la fonction publique, chômage en hausse de 28% en 5 ans, qui va jusqu'à 49% chez les jeunes et réduction de l'ensemble des budgets attribués aux services publics. On assiste de fait à un véritable désastre sanitaire dans les hôpitaux qui ne reçoivent plus de malades, qui ferment des services entiers. Dans les écoles, les classes sont surchargées et des universités entières ont été contraintes de fermer leurs portes. Une partie significative de la population n'a d'autres choix que de se rendre à la soupe populaire pour manger à sa faim et les migrations vers d'autres pays n'ont jamais été si importantes. Le développement de cette misère humaine est le résultat immédiat des politiques du parti socialiste grec (PASOK) et de la droite (ND) qui se sont successivement mis à la botte du grand patronat et des institutions de la Troïka et de l'Union Européenne.

Mais les travailleurs et les jeunes de Grèce n'ont pas pour autant renoncé à se battre. Des journées de grève générale se sont succédées dans les dernières années, de nombreuses manifestations ont eu lieu lors des votes des mesures d'austérité ou en réaction aux plans de licenciements. Des grèves localisées dans les différents secteurs continuent à se déclencher un peu partout dans le pays.

La montée en puissance de Syriza

La perte de confiance des travailleurs et des jeunes vis à vis des partis de la droite et de la gauche traditionnelles, a conduit au pouvoir lors des dernières élections, la coalition de gauche radicale Syriza, avec à sa tête Alexis Tsipras. Cette situation inédite en Europe

depuis le déclenchement de la crise capitaliste en 2008, est révélatrice de la volonté des travailleurs grecs de mettre un coup d'arrêt aux attaques antisociales qui se sont multipliées au cours des dernières années et de l'envie d'en découdre vis à vis de la Troïka et des capitalistes grecs et européens. Syriza incarne l'espoir de cette rupture et sa progression très rapide entre 2004 et aujourd'hui, illustre bien les mécanismes de radicalisation qui s'opèrent aujourd'hui dans la population grecque. En effet en 2004, Syriza obtenait un score de 3,3% ; en 2007 aux législatives elle atteignait les 5% ; en mai 2012, elle prenait un essor considérable et atteignait les 17%. Enfin, le 25 janvier dernier, la coalition passe à quelques voix de la majorité absolue en obtenant un score de 35% des voix, qui la porte donc à la tête du gouvernement, suscitant une vague d'espoir sans précédent dans le pays.

Les capitalistes apeurés ?

Cette arrivée au pouvoir de la gauche radicale a suscité beaucoup d'émotion dans l'actualité européenne et même mondiale. Les représentants de la Troïka et les gouvernements européens, se sont inquiétés face à la possibilité que Syriza puisse refuser de rembourser la dette grecque aux banques et vienne ainsi déstabiliser les politiques d'austérité menées aujourd'hui à l'échelle européenne. Certains experts ont insisté sur le fait que Syriza représentait une véritable menace pour le système économique européen. Cependant, les déclarations récentes d'Angela Merkel et des principaux dirigeants du FMI, visent plutôt à rassurer les grands capitalistes d'Europe et laissent à penser que Syriza n'a pas pour objectif d'entamer une confrontation réelle vis à vis de l'Union Européenne et des banques, confrontation qui serait pourtant indispensable pour imposer l'annulation de la dette et mettre un terme à l'austérité. En réalité il cherche explicitement à « renégocier » la dette avec la « Troïka » et non plus à l'annuler. Ce n'est pourtant pas aux travailleurs grecs de payer la dette mais aux capitalistes et aux banquiers de la supporter. Le seul moyen pour ceux d'en bas pour arracher quoi que ce soit de positif et de durable, c'est de briser leur pouvoir de nuisance.



Un programme anticapitaliste?

Pour remettre en cause le système capitaliste, il faudrait aujourd'hui imposer la nationalisation des banques et leur placement sous le contrôle des populations afin de pouvoir obtenir l'annulation de la dette et donc la fin des politiques d'austérité. Il faudrait également remettre en question la propriété des capitalistes qui licencient les travailleurs pour maintenir leur taux de profits et nationaliser les grandes entreprises. Or ces éléments indispensables à un programme anticapitaliste, sont absents de celui de Syriza. En outre, quelques jours avant d'arriver au pouvoir, la coalition a également retiré de son programme, les mesures pour l'égalité des droits (pour les homosexuels et les étrangers notamment) que celui-ci contenait afin de multiplier ses chances d'être élue... Force est de constater que le nouveau gouvernement n'hésite déjà pas à reculer quand certaines mesures lui paraissent trop avancées pour être acceptées

par tous, y compris par les forces les plus réactionnaires... Il y a fort à parier que malgré l'espoir très fort que suscite aujourd'hui l'arrivée au pouvoir de Syriza, celle-ci ne suffira pas à changer complètement la donne dans la situation politique du pays et que les travailleurs et les jeunes de Grèce ne pourront compter que sur leurs propres forces pour sortir de la crise capitaliste.

Porter, une perspective révolutionnaire en Grèce !

Face à la profondeur de la crise, au montant exorbitant de la dette, à la pression exercée par les banques et les institutions européennes, il n'y aura en effet pas d'autre solution que de se confronter au système capitaliste dans son ensemble. Pour cela, Syriza avec son maigre programme antilibéral ne suffira certainement pas. La situation ne pourra s'inverser que par la mise en action des travailleurs grecs qui par leur nombre et leur place dans

ZOOM SUR:

Syriza annonce qu'ils font une alliance avec les Grecs indépendants, une organisation qui de par ses paroles, rejette les plans d'austérité mais avance un programme raciste, homophobe, sexiste... une organisation qui veut faire la chasse aux immigrés et aux ouvriers... Bref, une force bien loin de s'opposer au système et de représenter une once de progressisme.

QUELQUES CHIFFRES:

530€ Salaire minimum

700€ Salaire médian

500€ Loyer moyen en banlieue

321 000 000 000€ Montant de la dette grecque

0 Nombres de jeunes et de travailleurs qui ont signé ces emprunts...

l'appareil de production, seront les seuls à avoir la force nécessaire pour s'affronter à la propriété capitaliste et au système bancaire. Seules des manifestations de masse, des grèves dans tous les secteurs de l'économie et la mise sous contrôle ouvrier des entreprises et des banques permettront de pousser un gouvernement comme celui de Syriza à prendre ses responsabilités et à s'affronter avec les grands capitalistes européens et avec les institutions à leur service. Malgré l'arrivée au pouvoir de Syriza, plus que jamais, les travailleurs de Grèce et d'ailleurs devront lutter et mettre au goût du jour la perspective du renversement du système capitaliste. La crise que nous connaissons aujourd'hui révèle au grand jour les aberrations de ce système et toute l'horreur et l'injustice que celui-ci produit quotidiennement. Pour aller jusqu'au bout, c'est d'une révolution dont les travailleurs et les jeunes auront besoin, en Grèce comme partout ailleurs dans le monde.

Après l'attaque de Charlie Hebdo,

LE BAL DES HYPOCRITES★ **Attaque de Charlie Hebdo, un acte ignoble et une récupération politique écœurante !**

L'attaque du journal Charlie Hebdo et la prise d'otage de l'Hyper Casher ont été menées par des individus se revendiquant de courants ultra réactionnaires : Daesh et Al-Qaïda, des organisations politico-religieuses qui dans les pays où ils arrivent au pouvoir, au Moyen Orient et en Afrique notamment, instaurent des régimes de terreur et massacrent des populations entières. Jamais de tels groupes ne pourront incarner les aspirations et les intérêts des exploités et des opprimés, que ce soit en France ou ailleurs dans le monde. Les actes ignobles perpétrés les 7 et

8 janvier dernier ont éclaté aux yeux du monde entier, mais c'est en réalité quotidiennement, au Mali ou en Irak par exemple, que ces groupes assassinent et torturent... dans l'indifférence la plus totale.

Des millions de personnes dans la rue, pour la liberté d'expression mais pas que...

Suite à l'attaque terroriste en France, ce sont des millions de personnes qui sont descendues dans la rue pour rappeler leur attachement à la liberté d'expression, à la liberté de la presse mais surtout pour exprimer leur émotion légitime face à ces

crimes dont une partie d'entre eux étaient ouvertement antisémites.

Pourtant, dans ces manifestations, des individus ouvertement réactionnaires étaient en première ligne. Frigide Barjot, icône de La Manif Pour Tous qui combat au quotidien l'égalité des droits par exemple. Ou encore Nicolas Sarkozy, qui pendant son mandat menait ouvertement une politique raciste et avait proposé de «nettoyer les banlieues au karcher». De grands défenseurs des valeurs de progrès et de fraternité, soi-disant caractéristiques de cette marche...

Des actes ignobles... mais du pain béni pour le gouvernement

Mais l'hypocrisie la plus flagrante était indéniablement celle du gouvernement, pourtant en tête de la marche. Comment pourrait-on croire qu'un gouvernement qui interdit des manifestations, qui se rend responsable de la mort d'un manifestant et qui réprime tous ceux qui tentent de s'opposer à sa politique antisociale, puisse d'une quelconque manière incarner la liberté d'expression ? Il s'agissait surtout pour lui de redorer son blason, de se placer en chef de

file de l'Union nationale... pour pouvoir mieux s'attaquer à nos acquis sociaux dans les mois qui viennent.

...et ses alliés réactionnaires du monde entier

Pour cette manifestation, le gouvernement avait d'ailleurs invité les dirigeants des régimes les plus barbares de la planète, Netanyahu, Viktor Orban, plusieurs dictateurs africains... Un véritable bal des hypocrites ! Ne soyons pas dupes, nous n'avons aucun intérêt à défendre au côté de ceux qui ne défendent que les puissants de ce monde !



Le gouvernement en tête de la liberté d'expression ?

LA BLAGUE

Le 11 janvier dernier, le gouvernement et notamment le chef de l'Etat, François Hollande, défilait au côté des plus grands dictateurs de la planète, au côté des représentants de régimes parmi les plus liberticides existants aujourd'hui dans le monde : Netanyahu, premier ministre israélien, Viktor Orban, premier ministre hongrois d'extrême droite, ou encore Ali Bongo et d'autres dictateurs africains. Cette soi-disant manifestation pour la liberté d'expression et la liberté de la presse s'est transformée en un véritable bal des hypocrites avec tous ces meurtriers à sa tête ! Mais comment attendre autre chose de la part de ce gouvernement qui n'a cessé de bafouer la liberté d'expression depuis le début de son mandat ?

Un gouvernement qui réprime les mouvements sociaux !

En effet rappelons nous le mois juillet 2014, alors que l'Etat

d'Israël bombardait les territoires palestiniens causant la mort de plusieurs milliers de personnes et la destruction de villes et de villages entiers, le gouvernement avait fait le choix d'interdire les manifestations et de réprimer lourdement les militants qui, tant bien que mal, avaient souhaité exprimer leur solidarité avec les Palestiniens. La France était alors l'un des seuls pays du monde à avoir empêché la solidarité internationaliste de s'exprimer !

En Novembre, c'est Rémi Fraisse, militant de 21 ans, mobilisé contre le barrage de Sivens, qui était tué par la police lors d'une attaque à la grenade offensive. Là encore les manifestations de solidarité, contre les violences policières, avaient été lourdement réprimées et souvent interdites.

Enfin, le lendemain de la grande marche du 11 janvier, un postier des hautes Seines recevait sa notification de révocation (comprendre licenciement), validée par

le gouvernement, pour faits de grève, la première révocation d'un fonctionnaire de la Poste depuis les années 1960. Comme quoi la liberté d'expression ça dépend surtout de son positionnement face aux patrons et au gouvernement.

Répression au nom de la liberté d'expression : le tour de passe-passe de Hollande.

Mais ce n'est pas tout ! Car près avoir défendu la « liberté d'expression » le 11 janvier, dès le lendemain le gouvernement annonçait des mesures liberticides sans précédent : surveillance des mineurs radicalisés, surveillance d'Internet... Limiter la liberté d'expression pour mieux la protéger ! Voilà la logique imparable du gouvernement !

L'application de ces mesures est d'ores et déjà scandaleuse. Près de 50 personnes ont été placées en procédure judiciaire pour des propos faisant soi-disant « l'apo-

logie du terrorisme ». Dans les lycées, on poursuit les élèves qui n'ont pas voulu respecter la minute de silence... Au lieu de discuter, de laisser les jeunes s'exprimer, le gouvernement répond par des exclusions, des poursuites judiciaires et des sanctions.

Cette grande opération politique que mène aujourd'hui le gouvernement autour de la réaffirmation des valeurs républicaines, et notamment celle de la liberté d'expression, n'a d'autres buts que de pointer du doigt ceux qui aujourd'hui refusent de se soumettre à l'ordre social existant et de limiter les possibilités de résistance de tous ceux qui dans les mois qui viennent, pourraient chercher à riposter face aux attaques menées de toute part contre le monde du travail et la jeunesse.

2 ans de prisons pour une personne qui a déclaré que la police était raciste sur Facebook

1951 C'est la dernière fois qu'un fonctionnaire de la Poste avait été révoqué. Hollande vient de faire une première en révoquant un postier fonctionnaire pour fait de grève depuis 64 ans.

0 c'est le nombre de secondes où Hollande a pensé appliquer la liberté d'expression pour toutes et tous

Islamophobie, répression et lois liberticides

REFUSONS L'UNITE NATIONALE

MONTEE DE L'ISLAMOPHOBIE : LES POLITIQUES RACISTES ET LES CROISADES IMPERIALISTES DU GOUVERNEMENT RESPONSABLES

128 C'est le nombre d'actes islamophobes recensés entre le 7 et le 20 janvier 2015.

133 C'est le nombre d'actes islamophobes recensés durant l'année 2014 dans la région parisienne

23 C'est le nombre de conflit armée durant l'année 2014 en Afrique et au Moyen-Orient. Bien entendu, les forces occidentales y sont présentes directement ou indirectement

Depuis les événements tragiques de Charlie Hebdo et de l'hyper casher les 7 et 8 janvier dernier, près de 150 actes islamophobes ont été recensés en l'espace de quelques semaines. Ces actes ignobles, révélateurs du racisme latent dans notre société, vont des agressions physiques aux incendies de mosquées. Il y a quelques jours un homme est mort à Avignon, tué à coup de couteaux parce qu'il était musulman.

Montée en puissance de l'islamophobie : le gouvernement responsable

Il ne faudrait pas se tromper, l'islamophobie existait déjà avant les attentats, et les agressions à l'égard des musulmans aussi : le CCIJ en a répertorié près de 640 en 2013, dont 78% de femmes, c'est à dire 47% de plus qu'en 2012. Mais ces actes ne sont pas le fruit du hasard. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'islamophobie est devenue un

axe majeur de la politique raciste des différents gouvernements occidentaux. Ces derniers se sont largement appuyés pour cela sur la théorie du « choc des civilisations ». Selon celle-ci, la religion musulmane serait ainsi plus misogyne, plus violente et plus rétrograde que les autres, et serait surtout incompatible avec les sociétés occidentales. En France, cette forme particulière de racisme d'état s'est illustrée par un certain nombre de mesures : interdiction du port du foulard à l'école, prise de position du gouvernement en faveur de services publics licenciant des femmes voilées. De grands principes comme la laïcité ou la défense des droits des femmes sont invoqués pour justifier ces politiques qui ne tendent en réalité qu'à nourrir la division et le phénomène de bouc émissaire. En Allemagne, le mouvement Pegida, impulsé par l'extrême droite contre « l'islamisation du pays », a rassemblé dans la rue plusieurs milliers de personnes

dans les dernières semaines. Ces phénomènes qui rappellent des heures sombres de l'histoire doivent nous pousser à combattre plus que jamais l'islamophobie et toutes formes de racisme qui ne sont que l'arme des capitalistes contre tous les exploités et les opprimés.

L'islamophobie comme justification des guerres impérialistes

La « guerre contre l'islamisme » est également devenue la justification des gouvernements occidentaux à toutes leurs croisades militaires aux quatre coins de la planète. Les capitalistes se justifient en expliquant que ces interventions correspondraient à une sorte de « mission civilisatrice » alors qu'ils ne font que semer la guerre, les dictatures et la misère partout où ils passent. Des conséquences dont se nourrissent les groupes ultra réactionnaires comme Daesh, qui disent lutter contre la

présence des impérialistes mais appliquent les mêmes méthodes et sèment la même désolation. En France, depuis le début de son mandat François Hollande a mené près de trois guerres en Afrique et au Moyen Orient, toujours sous prétexte de libérer les populations des djihadistes. Il s'agissait surtout de défendre les intérêts des multinationales françaises vis-à-vis de l'uranium et du pétrole notamment. Dans les dernières semaines, toujours sous prétexte de lutte contre l'islamisme, le gouvernement de François Hollande a multiplié les mesures liberticides : surveillance des mineurs radicalisés, mise en place de services de réclusion spéciaux dans les prisons et renforcement des services de renseignements et de la surveillance d'internet. Au-delà des populations musulmanes, il s'agit donc bien de mener une offensive globale de répression contre tous ceux qui tentent de s'opposer à sa politique.

La misère sociale et le racisme : terreaux de l'intégrisme religieux

En écoutant les médias ou les discours du gouvernement, on pourrait croire que les attentats à Charlie Hebdo et à l'Hyper Casher trouveraient leur racine dans une incapacité des populations immigrées à s'intégrer à la société française : leurs valeurs seraient incompatibles avec les nôtres et conduiraient les jeunes à sombrer dans la délinquance voire dans le terrorisme.

La misère responsable !

Mais alors que la société française n'offre aucun avenir à ces jeunes, alors qu'ils subissent chaque jour les contrôles policiers racistes, alors que l'école ne leur permet pas de s'en sortir, il n'est pas étonnant que ces jeunes gens issus de l'immigration ne s'identifient pas aux soi-disant « valeurs françaises » et rejettent les institutions qui les méprisent et les stigmatisent quotidiennement. Il ne s'agit en aucun cas de justifier le terrorisme, ni même de l'excuser ou de le comprendre. Mais les individus qui ont perpétré ces actes ignobles n'en restent pas moins le produit de la société capitaliste dans tout ce qu'elle a de plus dégénéré.

Le racisme et l'islamophobie, l'accélérateur !

La stigmatisation de la population dite « musulmane », c'est à dire des populations issues de l'immigration d'Afrique et du Moyen-Orient par les gouvernements successifs et par l'extrême droite, joue également un rôle déterminant dans la radicalisation religieuse de ces jeunes, qui deviennent de véritables fanatiques pour répondre à la stigmatisation. L'interdiction du port du voile à l'école, les prises de position de Manuel Valls pour le licenciement de salariées voilées, ou la répression violente des prières de rue, sont autant de signes envoyés à ces jeunes indiquant que leurs valeurs, leurs cultes sont incompatibles avec les institutions françaises.

Ces groupes sont des ennemis des jeunes et des travailleurs... en France et partout dans le monde !

C'est bien la misère humaine et l'absence totale de perspectives qui nourrit les idéologies les plus réactionnaires. Car ces courants sont avant tout des courants politiques d'extrême droite qui ne proposent aucunement de rompre avec ce système. Au contraire ils s'en accommodent très bien et acceptent régulièrement les financements des plus grandes puissances capitalistes

mondiales comme les Etats Unis ou encore la France. Lorsqu'ils arrivent au pouvoir, ces courants mettent en place de véritables dictatures basées sur la défense des intérêts d'une poignée d'oligarques. Daesh par exemple a pour objectif la restauration de califat... le régime politique du monde musulman...au Moyen Age ! Comme les impérialistes occidentaux, ils croient au choc des civilisations et tentent d'imposer la leur par la violence et les assassinats. Ils ne seront jamais une solution pour les exploités et les opprimés de ce monde, au contraire ils sont des ennemis à combattre frontalement dans les pays où ils gouvernent comme en Irak ou au Mali.

Reconstruire, une perspective révolutionnaire et internationaliste !

Les politiques liberticides, de répression et les cours de morales « républicaines » à l'école ne permettront pas de lutter contre la montée de l'Islam radical, au contraire elles ne feront que l'attiser. La solution ne pourra être que l'union des exploités et des opprimés par delà les frontières, contre les gouvernements et les régimes (quelque soit leurs formes) qui quotidiennement les oppriment, en somme ne pourra être qu'une révolution internationale.

Ne pas céder aux théories complotistes ! Combattre tous les racismes !

Après l'attentat contre Charlie Hebdo, nous avons assisté à un déferlement d'actes de violence islamophobes. Le racisme d'état s'exacerbe et les déclarations de guerre du gouvernement à l'islamisme radical ont largement résonné comme une déclaration de guerre aux musulmans et à tous les travailleurs issus de l'immigration.

Cependant, face à cette montée en puissance de l'islamophobie, certains groupes réactionnaires répondent à cela par des discours empreints de haine et d'une autre forme de racisme : l'antisémitisme.

Théorie du complot, nier la responsabilité des vrais coupables

En effet, suite aux attentats et à l'opération de récupération politique que le gouvernement a réalisé autour de ces événements, de nombreuses personnes ont été tentées de mettre cette tragédie sur le dos de groupes plus ou moins occultes qui agiraient de concert avec les puissants de ce monde. Ces théories sont largement instrumentalisées et alimentées par des groupes d'extrême droite qui désignent comme ennemis non pas les capitalistes ou les gouvernements, mais « les juifs qui contrôlent le monde ». Ces raisonnements amènent droit dans les bras de racistes comme Soral, qui rêvent d'une France blanche et chrétienne et au final, cautionnent l'assassinat de gens parce qu'ils sont juifs.

Le complotisme : le meilleur avocat du capitalisme !

En réalité, toutes ces théories ne visent qu'à nier la responsabilité des capitalistes quant à l'état actuel du monde. Si les classes dirigeantes tentent aujourd'hui de nous faire croire qu'elles veulent lutter contre le terrorisme, elles sont en réalité les premières responsables du développement de ces groupes. Ainsi les Etats-Unis dans les années 1970 ont directement financé l'émergence d'organisations terroristes, notamment les Talibans pour lutter contre l'influence que les soviétiques exerçaient sur l'Afghanistan. D'autres groupes ont été financés au Mali, en Lybie ou Syrie au nom des volontés politiques des impérialistes et pour imposer leur contrôle sur la région. Car ce n'est pas l'humanisme qui guide les gouvernements occidentaux, c'est avant tout la défense de leurs intérêts propres et de ceux des multinationales qu'ils protègent.

La solution ne viendra certainement pas de la lutte contre un complot mondial qui n'existe pas mais bien de la lutte contre le capitalisme, de la lutte des travailleurs et des jeunes pour une société libérée de l'exploitation et de l'oppression.

L'UNION NATIONALE:

UNE VIEILLE STRATEGIE DES GOUVERNEMENTS ET DES CAPITALISTES

Les attentats commis à l'égard des salariés de Charlie Hebdo et des clients de l'Hyper Casher les 7 et 8 janvier derniers ont été suivis d'une campagne de récupération politique particulièrement écœurante de la part du gouvernement. François Hollande a en effet pris la tête de la manifestation du 11 janvier, (accompagné des représentants des régimes les plus réactionnaires de la planète !) et a ainsi transformé l'hommage aux victimes en une véritable mascarade politicienne. Le gouvernement dans son ensemble, s'est ainsi appuyé sur ces événements tragiques pour remettre au goût du jour une vieille recette utilisée

Ce principe de l'Union Nationale consiste essentiellement à nier les intérêts sociaux antagonistes qui traversent notre société et à les noyer dans la défense d'un soi-disant idéal patriotique commun. Quelque soit notre classe sociale, que nous soyons patron ou ouvrier, quelle que soit la manière dont nous subissons les oppressions qui traversent la société, le racisme, le sexisme, l'homophobie, nous devrions ainsi tous nous unir autour de valeurs communes, celles de la patrie, celle de la défense de la nation. Il s'agit donc de masquer le mécanisme fondamental autour duquel est structurée la société capitaliste, le mécanisme de la lutte des classes.

Les classes dirigeantes du monde entier ont utilisé à maintes reprises cette stratégie au cours de l'histoire. L'objectif est toujours resté le même : désorienter les travailleurs, les jeunes, les opprimés, les détourner de leur lutte contre l'exploitation, pour l'émancipation de chacun et chacune, et les faire marcher au pas derrière leurs véritables ennemis : les grands capitalistes et les régimes politiques à leur service. Les gouvernements bourgeois ont systématiquement réactualisé ce grand principe dans les périodes de crises profondes qu'a connu la société capitaliste au cours de son histoire. Nous reviendrons dans cet article sur deux périodes historiques qui virent triompher l'Union Nationale.

• La Première Guerre mondiale

L'exemple le plus célèbre d'une politique d'Union Nationale est sans équivoque celui de la Première Guerre mondiale. Dans le cadre de la concurrence entre puissances impérialistes qui faisait rage au début du XXème siècle, les différents gouvernements européens s'appuyèrent très largement sur ce principe pour justifier leurs croisades meurtrières visant à étendre leur influence économique et politique sur toute la surface du globe. En France, l'Union Nationale devint même l'Union Sacrée, pour bien signifier que tout individu refusant d'y adhérer ne pouvait être qu'un traître à sa patrie, qu'un indésirable sans principe. Pourtant, les travailleurs, la jeunesse, n'avaient aucun intérêt à défendre dans le cadre de cette guerre qui ne visait qu'à augmenter les profits des grandes entreprises françaises en protégeant l'empire colonial de la France et en acquérant de nouveaux territoires et donc de nouveaux marchés. Les ouvriers, les jeunes hommes, n'étaient alors que de la chair à canon pour le gouvernement et le patronat et des millions de personnes furent tuées pour défendre les intérêts de leurs ennemis réels. Cette

politique d'Union Nationale fut menée de manière quasi similaire dans tous les pays en guerre : la France, l'Allemagne, la Russie, le Royaume Uni... et connu dans un premier temps, un certain succès.

Les classes dirigeantes étaient partiellement parvenues à faire croire que l'ennemi se trouvait par delà les frontières et non à l'intérieur même du pays, à la tête de l'état et à la direction des grandes firmes capitalistes. Les organisations du mouvement ouvrier, la SFIO (parti socialiste de l'époque) mais aussi la CGT participèrent lamentablement à cette confusion et rallièrent l'Union Sacrée. La SFIO alla même jusqu'à participer au gouvernement de l'époque qui orchestrait la guerre. Ces organisations censées incarner les intérêts des exploités et des opprimés, les trahirent donc et se rangèrent derrière la bourgeoisie. Elles contribuèrent largement à répandre la xénophobie, la haine de l'étranger et notamment celle des Allemands. Ces derniers étaient présentés comme des barbares impérialistes contre lesquels la France devait se prémunir, se défendre. Heureusement, il existait alors des militants pour ne pas céder à la folie patriotique et pour s'opposer à la dérive chauvine des organisations ouvrières. Alfred Rosmer et Pierre Monatte en France, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en Allemagne ou encore les membres du parti bolchevik russe : Lénine et Trotsky sont les noms restés les plus célèbres de cette poignée de révolutionnaires qui combattirent l'Union Nationale contre vents et marées. Leur action ouvrit la voie à une grande vague révolutionnaire qui secoua l'Europe entière à partir de 1919.



La Libération de 1945

La fin de la Seconde Guerre mondiale fut également marquée par l'avènement de l'Union Nationale. La libération fut orchestrée par Charles De Gaulle depuis la Grande Bretagne mais également par le Parti Communiste français qui avait acquis une légitimité importante en se présentant comme le « parti des fusillés » et comme le principal opposant à l'occupation nazie entre 1940 et 1944. Celui-ci enregistra ainsi de très bons résultats aux premières élections législatives d'après guerre, en réalisant un score de quasi 30%. Ainsi Charles de Gaulle, défenseur sans précédent des intérêts de la bourgeoisie et incarnation de la droite conservatrice et pro-coloniale, décida rapidement d'associer le PCF à son gouvernement pour empêcher la naissance de toute forme de contestation sociale. Les dirigeants communistes français, sous les ordres de Staline, acceptèrent, et participèrent à la reconstruction de l'Etat bourgeois alors largement affaibli par la guerre et par le régime de Vichy. Maurice Thorez en janvier 1945, dans le discours resté célèbre du Vélodrome d'hiver appela à « s'unir » et à « reconstituer une puissante armée française ». Le PCF alla même jusqu'à soutenir De Gaulle quant à la dissolution des milices patriotiques et des Francs Tireurs Partisans, des groupes armés de travailleurs organisés pendant la guerre pour résister à l'occupant nazie et au régime de Vichy, devenus une véritable force politique à la Libération.

Là encore, les organisations du mouvement ouvrier et notamment le PCF, renoncèrent à la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse et se rangèrent derrière le maintien de l'ordre social incarné par Charles de Gaulle. Le programme du Conseil National de la Résistance (CNR), souvent présenté comme un idéal républicain, fut l'incarnation parfaite de cette collaboration entre les classes. Il affirmait ouvertement le maintien de la propriété privée capitaliste, le maintien de la domination coloniale et l'appel à la reconstruction des forces de l'ordre françaises (armée et police) au sortir de la guerre. Il fut adopté en 1944 par l'ensemble des forces politiques et notamment par les organisations ouvrières. Cette politique jouera un rôle d'apaisement social sans précédent pendant quelques mois, malgré la radicalité que la misère et l'horreur apportées par la guerre avait fait naître dans la population et le monde du travail. L'Union Nationale ne fut brisée que deux ans plus tard, en mai 1947, lorsqu'une succession de grèves insurrectionnelles se déclencha au sein de l'entreprise Renault, et lorsque le plan Marshall fut imposé par De Gaulle, forçant les communistes à renoncer à leur participation au gouvernement.

«L'Union Nationale dans les dernières semaines a été une occasion rêvée pour ce gouvernement [...] de se refaire une santé et d'affaiblir les mobilisations sociales existantes».

Bien entendu, la période actuelle a peu de caractéristiques communes avec ces deux exemples. Cependant des similitudes existent. Le gouvernement de François Hollande doit lui aussi faire face à une crise profonde du système capitaliste qu'il tente tant bien que mal de faire payer aux classes populaires et à la jeunesse, en préservant coûte que coûte les intérêts du grand patronat. L'Union Nationale dans les dernières semaines a été une occasion rêvée pour ce gouvernement plus que jamais discrédité par sa politique antisociale, de se refaire une santé et d'affaiblir les mobilisations sociales existantes. Là encore, la majorité des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier l'ont largement soutenu dans sa manœuvre. Ce sera d'autant plus facile pour lui dans les semaines et les mois qui viennent, de faire passer sa politique pro-patronale et austéri-

taire avec le vote de la loi Macron et de nouvelles baisses de budgets d'ores et déjà prévues dans les services publics et surtout de poursuivre ses croisades guerrières, en engageant de nouvelles opérations militaires en Irak et en Lybie justifiées par la soi-disant « lutte contre la barbarie islamiste ». Plus que jamais, nous devons combattre l'Union Nationale car il ne peut y avoir aucune union avec ceux qui organisent notre exploitation quotidienne et qui n'ont d'autre boussole que la défense des intérêts des puissants de ce monde.

à lire

Le mouvement ouvrier français pendant la première guerre mondiale, Alfred Rosmer

L'ennemi est dans notre pays, compilation de textes de Trotsky, Mandel, Lénine, Rosmer...

Le socialisme et la guerre, Lénine

Budget des universités : une nécessaire grève au second semestre

Le verdict est tombé: il manquera 450 millions d'euros dans le budget de l'enseignement supérieur pour l'année 2015. Le gouvernement avait également annoncé une coupe budgétaire de 70 millions d'euros en plus de ce manque déjà considérable, mais l'inquiétude de voir une mobilisation de l'enseignement supérieur se déclencher l'a conduit à reculer sur cette annonce. Mais quoiqu'il en soit, la situation va continuer à se dégrader dans nos universités.

Des budgets en baisse qui cassent nos conditions d'études !

Forcées de gérer des budgets largement insuffisants, l'ensemble des universités opèrent des coupes budgétaires dans les différents UFR pour tenter tant bien que mal de maintenir l'équilibre. Partout, nous assistons à des fermetures de licences, de masters, à des conditions d'étude

de plus en plus dégradées : nos amphithéâtres et nos TD débordent, nos examens sont de moins en moins qualifiants (QCM, tirages au sort, suppression du contrôle terminal....) Tout est bon pour faire des économies sur notre dos !

Beaucoup d'université vont même jusqu'à supprimer les cours en présentiel et les remplacent par des cours en ligne pour éviter d'embaucher des enseignants. Ces mesures qui poussent de plus en plus des étudiants à arrêter leurs études... quand l'université ne fait pas directement le choix de la sélection. Face à cette situation, la restructuration de l'enseignement supérieur s'accélère, les regroupements universitaires se mettent en place et laissent déjà entrevoir de possibles partages de filières entre les universités. En effet, pour le gouvernement il s'agirait de supprimer les « doublons » : deux universités appartenant au même regroupement devrait

afficher le moins de filière possible en commun. Ainsi à Paris 8, 5 filières de langues ont déjà été supprimées sous prétexte qu'elles existaient déjà sur le site de Nanterre Université, qui appartient au même regroupement que l'université de Saint Denis, Paris Lumière.

Face à la casse nos conditions d'études et notre avenir. Il n'y a qu'une seule solution : la mobilisation.

Les raisons de se mobiliser existent dans toutes les universités. Quand on s'attaque à nos diplômes, à nos conditions d'études et nos chances de réussites c'est notre avenir qui est en péril. Notre diplôme est une arme sur le marché du travail pour faire valoir nos droits à un contrat stable et à un salaire décent. Avec des diplômes qui n'existeront plus et/ou qui n'auront plus de contenu qualifiant ; cette chance est réduite à néant. Pour inverser cette situation, il faudra une mobilisation des étudiants. Le

gouvernement ne changera pas de cap, bien au contraire. Il faudra un rapport de force important avec des universités en grève, avec des manifestations et des étudiants qui se réunissent pour décider de leurs mots d'ordre et de leur avenir. Sans cela, il n'y aura point de salut. Dès aujourd'hui, il faut s'organiser dans ce sens en luttant contre toutes les attaques que nous connaissons, en nous regroupant en assemblée générale de filières, de parcours ou d'universités. Chercher systématiquement à étendre le mécontentement aux autres groupes de TDs, aux autres filières et aux autres universités. Que nous soyons étudiants à Paris, à Toulouse, à Lille... ou partout ailleurs en France notre intérêt est le même : des conditions d'études décentes et qualifiantes mais pour cela, il faudra plus que jamais combattre ce gouvernement !

Augmentation des frais d'inscription : une fois de plus, le gouvernement veut nous faire payer la crise

Les frais d'inscriptions dans les universités vont en augmentant. Encore récemment, certains frais viennent de connaître des hausses record. Décryptage.

Le 2 janvier dernier, le gouvernement a publié un arrêté augmentant les frais d'inscription de Centrale-Supélec de 1800 euros sur les quatre prochaines années. Ainsi, l'an prochain, les étudiants payeront 1850 euros, soit trois fois plus que cette année. L'an dernier, à la même époque, c'était l'école des Mines qui voyaient ses frais augmenter, de 1000 euros pour les européens et 3000 pour les non-européens.

Plus généralement, ce sont les frais d'inscription des universités qui augmentent, de manière constante, tous les ans. Certaines universités choisissent également, en toute illégalité, de rajouter du beurre dans les épinards et fixent des frais complémentaires qui peuvent atteindre plusieurs centaines d'euros.

Ces augmentations surviennent alors que, jusqu'à fin décembre, le gouvernement voulait nous faire avaler une baisse sans précédent du budget des universités (près de 70 millions d'euros). Ce n'est que sous la pression de la mobilisation qu'il a fait volte-face.

En septembre, un rapport de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique, organisme international dont sont membres la plupart des pays du Nord) défendait une augmentation des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur, accompagné par le développement de prêts étudiants et de la participation des entreprises dans les universités

Cette logique consiste donc à faire payer aux étudiants le désengagement de l'état, tout en les plongeant dans la précarité et en encourageant l'introduction des intérêts privés dans le service public d'enseignement supérieur et de recherche.

C'est donc vers une déréglementation générale des frais d'inscriptions que les gouvernements successifs, socialistes comme de droite, se sont orientés vers des années, encouragés en ce sens par les institutions internationales



Des cours de moral républicaine à l'école ?

Un cours pour apprendre à fermer sa gueule !

Face aux attentats, face aux refus de certains élèves de respecter la minute de silence, le gouvernement propose de mettre en place des cours de moral républicaine dans les collèges et les lycées.

Ils veulent défendre leur république et leur morale :

Derrière, le terme « moral républicaine », il faut bien comprendre « bien penser ». L'objectif de ces cours ne sera pas d'avoir des débats autour de ce qu'est la République, qu'est ce qui ne va pas... Mais bien d'affirmer qu'il s'agit du meilleur système politique qui garantirait la stabilité de la société, la liberté, l'égalité et la fraternité. Un peu comme les cours d'Histoire délivrés à l'école où aucune vision critique n'est permise que cela soit sur la colonisation de la Palestine par Israël, la colonisation, la Ve

République... Sur la morale, que peuvent-ils justifier ? Il est normal de gagner 42 millions d'euros par mois comme Betancourt, il est normal de détourner des millions d'euros et ne pas aller en Prison comme Cahuzac ? Pourtant il ne serait pas normal de voler dans un supermarché pour pouvoir survivre ? Il ne serait pas normal de se rebeller contre les injustices quand le gouvernement dit non ? Le seul acte démocratique serait d'aller gentiment voté ? Sans remettre en cause tout le système.

L'objectif est bien de formater les jeunes pour qu'ils ne remettent pas en cause ce système économique et politique !

Leur république celle du racisme, du fric et de la répression !

Pourtant, ce soit disant idéal qu'est la République montre son vrai visage tout les jours que cela

soit par les mesures racistes ou répressives mises en place et orchestré par la Police ; ou bien le fait qu'elle protège ceux qui détournent de l'argent parce qu'ils ont des hautes fonctions dans l'Etat. C'est aussi elle, qui quand les jeunes et les travailleurs se rebellent leur envoie la police pour tenter de les faire taire tout ça à coup de « liberté, égalité, fraternité », et cela peu importe la couleur politique du gouvernement. Finalement, on aurait peut être raison de remettre en cause cette république qui n'est qu'« exploitation, répression et oppression ». F

Nique leur République ?

Aujourd'hui nous avons raisons de remettre en cause cette république, celle qui maintient une classe dominante, qui assoit sa domination au profit des plus riches et au détriment des jeunes et des travailleurs. Il faut donc

la remettre en cause et donc remettre en cause tout ce qui ne fait qu'asseoir sa domination sur nous.

Aujourd'hui nous n'avons aucun intérêt de maintenir ce système politique. Nous pensons que, pour qu'un système politique et économique juste soit mis en place, c'est les jeunes et les travailleurs qui doivent décider de tous les aspects de la société avec leurs propres cadres d'élaboration. Finalement mettre en place leurs propres institutions, leurs propres cadres politiques pour qu'une démocratie réelle existe dans la société et dans les entreprises !



Timbuktu est le dernier film d'Abderrahmane Sissako, non récompensé par le Jury à Cannes, mais très remarqué par les spectateurs. Les événements relatés dans le film se déroulent entre Juillet 2012, date de la prise de Tombouctou par un groupe armé de djihadistes, et janvier 2013, qui marque les débuts de l'opération Serval*.

Timbuktu n'est pas un film sur le Mali. Aussi, les spectateurs qui attendent des réponses sur les causes politiques de l'intégrisme resteront sur leur fin. Les liens entre l'intégrisme religieux et les politiques néo coloniales sont en effet absents du film. On peut regretter ce manque, cependant il semble que l'objectif du film ne soit pas de traiter frontalement de ces liens. Timbuktu est avant tout un film poétique sur la transgression. Son propos se veut relativement universel, et tend par moment vers un humanisme quelque peu dérangeant. Cependant, il parvient à traiter de l'intégrisme religieux avec une justesse peu commune et un certain réalisme.

Un portrait des djihadistes bien loin de celui véhiculé par les médias

Très loin du manichéisme et de la caricature qui s'emparent des esprits dès lors que s'agite le thème du jihad, les Djihadistes

de Timbuktu sont présentés comme des hommes normaux et non comme des monstres n'appartenant pas à la société. Cela a son importance car le discours idéologique qui consiste à faire passer les djihadistes pour des monstres, sortis de nulle part permet en réalité aux grandes puissances impérialistes de se dédouaner de leur responsabilité vis-à-vis de l'intégrisme religieux et politique. Dans les guerres menées par le gouvernement français, les images des djihadistes (notamment français) sont des outils de propagande, servant à justifier des interventions militaires impérialistes.

Désireux de rappeler que l'islam, ce n'est pas l'intégrisme, et vice versa, Sissako réussit à tourner en dérision les personnages des djihadistes, tout en évitant les amalgames et les clichés islamophobes. En ce sens, le film combat à la fois l'intégrisme et l'islamophobie ambiante.

Une esthétique poétique pour une mise en scène de la transgression

Timbuktu est aussi un film

sur l'interdit et la résistance : à mesure que l'occupant djihadiste fixe les interdits, Sissako trouve un moyen scénaristique pour filmer leur transgression. On retiendra cette scène de match de football chorégraphiée sans ballon. En tenue de foot, les équipes s'affrontent sur un terrain improvisé : chaque joueur mime sa position, les pieds shootent dans le vide soulevant le sable, les regards suivent des yeux le ballon inexistant qui s'envole et retombe, le goal tente de s'interposer... Ce match fictif d'une bande d'adolescents privés de ballon mais pas (encore) de leur imagination est la scène la plus authentique et émouvante du film. Le réalisateur associe de façon quasi systématique, les images de bonheur à des actes de résistance. Il oppose la violence de la répression à l'espoir de la résistance.

* L'opération Serval est une opération militaire menée au Mali par l'armée française.

Du 26 juillet au 2 août 2015,

Participes aux 32^e rencontres internationales de jeunes

On l'a vu dès le début d'année, les capitalistes s'organisent à l'échelle internationale que cela soit lors de la manifestation du 11 janvier avec une brochette des pires dirigeants du monde entier : dictateurs, criminels de guerres... Ou encore suite à l'élection de Syriza en Grèce où l'on a pu voir que les capitalistes étaient capable de faire taire toutes leurs querelles pour défendre leur « sacro sainte » austérité... Ils ont leurs institutions : le Fond monétaire international, l'Union Européenne, la Banque Centrale Européenne...

Aujourd'hui pour s'opposer au capitalisme et lutter contre ses conséquences, nous devons nous aussi nous organiser à l'échelle internationale. C'est dans ce sens que chaque année

se déroulent les rencontres internationales de jeunes. Une semaine de discussions, de débats, de rencontres avec des militants anticapitalistes et révolutionnaires du monde entier. Une semaine où nous discutons des fondements du système capitaliste, de son fonctionnement, des oppressions qu'il génère : sexisme, le racisme, l'homophobie... et comment faire pour le surtout de comment agir pour le renverser. C'est un moment de partage d'expérience, d'échange sur la situation dans les différents pays du monde, le lieu idéal pour rencontrer des militants du monde entier et échanger les expériences.

C'est aussi le moment de se coordonner, souvent quand

il y a une réforme en France elle est déjà passé dans un autre pays ou y est également prévue... Ainsi nous échangeons les moyens communs de nous opposer à nos gouvernements et sur comment faire pour mettre fin à ce système qui sème la guerre et la misère.

Pour participer, aux rencontres internationales de jeunes, rien de plus simple. Il suffit d'en discuter avec le militant qui t'a vendu le journal ou nous contacter par mail ! Cette année, elles se dérouleront en Belgique du 26 juillet au 2 août 2015, des transports sont mis en place pour s'y rendre.

Les capitalistes s'organisent à l'échelle internationale, nous aussi!

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
 Prénom Tél
 Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
 contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
 npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

#41- Février -2015

www.npa2009.org
 jeunes.npa2009.org
 contact-jeunes@npa2009.org



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication :

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

AUSTERITE, GUERRE, EXPLOITATION, RACISME...

LES CAPITALISTES S'ORGANISENT A L'ECHELLE INTERNATIONALE

NOUS AUSSI!

32^e RENCONTRE INTERNATIONALES DE JEUNES EN BELGIQUE

Du 26 juillet au 2 août 2015

Viens participer à une semaine de débats et de fêtes avec des jeunes anticapitalistes et révolutionnaires du monde entier.

Pour s'inscrire et prendre contact: contact-jeunes@npa2009.org / jeunes.npa2009.org

NPA JEUNES

- Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)
- Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA